

sistent, simplement, à opposer le premier de ces systèmes au second. Il serait aisé de montrer dans ce cas particulier de la Bohême le revers de médaille du fédéralisme national. Et puis, il ne faut point oublier que les Tchèques sont, en ce moment, en pleine bataille, et que la lutte qu'ils soutiennent est engagée en Europe centrale. Le jour où les Allemands ne leur opposeraient plus les droits du Saint-Empire (1); le jour où, à Vienne, la théorie des nationalités ne paraîtrait plus subversive; le jour où les Magyars feraient mine de tolérer dans les revendications tchèques autre chose que leurs revendications historiques, alors on verrait peut-être les Tchèques — nation moderne et progressive — se tourner un peu moins vers le passé et se montrer moins intransigeants sur les questions de langue et de territoire. Ils pourraient se demander s'il est sans danger pour l'intégrité de la puissance habsbourgeoise de laisser accorder l'autonomie administrative à l'étroite bande de territoire, où — dans une région d'importance stratégique capitale, entre l'empire allemand et la partie tchèque de la Bohême et de la Moravie — germent déjà des idées séparatistes. On peut, à tout prendre, affirmer que le fédéralisme, quelle qu'en soit la base, ne menace les Allemands ni dans leur exis-

(1) Et où, en Moravie, une minorité allemande — inférieure au tiers de la population — ne dominerait plus à la diète grâce à des procédés électoraux surannés.